

**Vœux du Secrétaire général  
2008**

**Discours de  
Son Excellence Monsieur Abdou DIOUF**  
Secrétaire général de la Francophonie

***Paris, le 16 janvier 2008***

*Seul le texte prononcé fait foi*

Nous avons tourné, voilà quelques jours, la dernière page du chapitre de l'année 2007, avec son cortège de peines et de joies, à l'image de la vie. Mes pensées vont ce soir vers nos chers disparus, mais aussi vers tous ceux qui ont été appelés à d'autres fonctions. Tous ont joué à nos côtés, avec ferveur et constance, leur partition et je tenais, ici, à m'associer à eux par la pensée.

Je voudrais, également, saluer tous ceux qui ne peuvent participer à cette cérémonie, ceux qui, dans nos unités hors siège, œuvrent à notre mission commune.

A eux et à vous, je veux dire ce soir, avec tout mon cœur d'homme : " Bonne année "

Que 2008 voie se réaliser vos souhaits les plus chers.

Que 2008 soit pour tous les peuples, déchirés par les guerres et les conflits, la promesse d'une aube nouvelle dans la recherche de ce bien suprême qu'est la paix.

Que 2008 soit, pour notre organisation, une année placée sous le signe de l'engagement, de la confiance, de l'ambition.

L'engagement, c'est celui dont vous faites preuve, jour après jour, et dont je voudrais, ici, vous féliciter et vous remercier très chaleureusement.

C'est grâce à vous, à votre mobilisation, que les décisions arrêtées par les chefs d'Etat et de gouvernement trouvent à se concrétiser.

C'est grâce à vous, à vos compétences, que notre organisation jouit d'ores et déjà d'un savoir-faire reconnu dans nombre de domaines, mais qu'elle s'apprête aussi à donner leur pleine mesure à ces projets novateurs que sont les jeunes volontaires, la formation à distance des maîtres du primaire, les Maisons des savoirs. Projets fédérateurs, également, dans la mesure où ils nous ont démontré que l'OIF et ses opérateurs avaient la capacité et la volonté, dans le respect de la spécificité de chacun, de travailler en parfaite complémentarité et synergie. Je voudrais, à cet égard, remercier les responsables et les personnels de l'Agence universitaire, de TV5, de l'Association internationale des maires francophones, de l'Université Senghor, mais aussi le Secrétaire général parlementaire, ses collaborateurs ainsi que tous les membres de l'Assemblée parlementaire pour leur soutien et leur apport précieux.

Enfin, c'est grâce à vous, à votre appui, que la réforme courageuse dans laquelle notre organisation s'est engagée pour plus de rigueur, de transparence et d'efficacité a commencé à porter ses fruits et qu'elle pourra être parachevée sous la conduite de l'Administrateur qui ne ménage, dans ce dossier, ni sa peine, ni son talent. Et je veux, une fois encore, l'en remercier et l'en féliciter.

J'ai bien conscience des perturbations, des questionnements, des doutes parfois que peuvent engendrer ces nouveaux modes d'organisation, de décision, de gestion. Mais je voudrais vous convaincre, qu'au-delà de la nécessité de nous restructurer, de nous moderniser pour mieux servir nos objectifs, pour mieux embrasser les défis et les enjeux de la réalité contemporaine, je voudrais vous convaincre que nous sommes en passe de réussir, là où beaucoup d'autres organisations peinent encore à se transformer, faute de consensus, alimentant par là-même une crise des institutions internationales. Une crise d'autant plus préoccupante qu'elle affaiblit la coopération internationale et qu'elle sert les visées de ceux qui ne sauraient s'accommoder d'une approche véritablement multilatérale et démocratique des relations internationales et de la régulation de la mondialisation.

C'est dans ce contexte que nous devons, plus que jamais, réaffirmer notre attachement au multilatéralisme, même si nous sommes bien conscients que le multilatéralisme ne suffit pas à garantir une gouvernance mondiale pleinement démocratique dans la mesure où il n'instaure pas, dans les faits, l'égalité entre les Etats, et où il n'occulte pas les relations de puissance. Cela étant, j'appliquerais volontiers au multilatéralisme la boutade de Winston Churchill lorsqu'il déclarait : « La démocratie est un mauvais système, mais elle est le moins mauvais de tous les systèmes ». J'ai pour ma part la conviction que le multilatéralisme constitue, à l'échelle internationale, le moins mauvais de tous les systèmes.

Et c'est dans ce contexte que nous devons nous affirmer en tant qu'une organisation intergouvernementale moderne, démocratique, efficace.

Nous sommes sur la bonne voie. Ne relâchons pas nos efforts ! Ayons confiance !

La confiance, c'est celle que nous devons avoir dans ce que nous sommes, dans nos spécificités, dans notre identité.

Certains disent que nous nous sommes longtemps cherchés, que nous continuerions même à nous chercher, quête dont notre revendication récurrente d'une plus value francophone serait le signe.

Je dirais plutôt que nous n'avons cessé d'évoluer, démontrant par là-même que nous avons la volonté de prendre pleinement en compte les mutations géopolitiques de l'après guerre-froide, et les bouleversements de la société mondialisée. Que de chemin parcouru depuis Niamey ! Que de chemin parcouru en l'espace de presque quarante ans ! Disant cela, je ne pense pas seulement aux 68 Etats et gouvernements qui composent aujourd'hui notre communauté.

Je pense, aussi, à ce mouvement précurseur qui, de la défense et de la promotion de la langue française, nous a conduits à la défense élargie de la diversité linguistique et culturelle. Je pense à l'existence d'une véritable diplomatie de la Francophonie, à l'affirmation, en quelque dix ans, de sa dimension politique sur la scène internationale. Je pense à cette magistrature d'influence que nous exerçons avec toujours plus de force, et qui a trouvé à s'incarner avec succès dans le dossier de la Convention sur la diversité culturelle à l'Unesco, ou encore dans celui du Conseil des droits de l'Homme à Genève.

Je pense, enfin, à notre exigence d'une certaine démarche, d'une certaine philosophie, d'une certaine manière, comme le disait Léopold Sédar Senghor, « de poser les problèmes et d'en trouver les solutions », et qui constitue, en quelque sorte, le label reconnaissable, entre tous, de la Francophonie.

Pour preuve, on n'adhère pas à la Francophonie par obligation ou par nécessité, mais par choix. On n'adhère pas à la Francophonie du fait d'une mitoyenneté géographique, d'une communauté d'intérêts économiques ou stratégiques.

Adhérer à la Francophonie, c'est partager une langue et des valeurs, mais c'est aussi partager un code de conduite dans les relations entre Etats, singulièrement dans les relations entre le Nord et le Sud, un code de conduite fondé sur le respect, l'écoute, le dialogue, un dialogue d'égal à égal.

La coopération internationale n'a que trop souffert, les populations n'ont que trop pâti, dans un passé récent encore, du « prêt à penser », de la politique des diktats et des conditionnalités.

Méfions-nous ! Rien n'est plus dangereux que la certitude, en toutes circonstances, d'avoir raison. Aucune culture, aucune civilisation n'est l'entière vérité !

C'est dire qu'il n'y a pas, en matière de progrès social, de développement, ou de démocratisation, de modèle unique. Nos partenaires sont en droit de faire valoir leurs priorités, leurs choix, leurs stratégies, mais aussi la diversité des réalités historiques, politiques, sociales, culturelles qui les caractérisent. Et c'est bien cette approche qui sous-tend toutes nos pratiques, tant dans le domaine de la coopération que dans le domaine politique.

La confiance, c'est celle que nous devons avoir dans nos choix : le choix de promouvoir la langue française et la diversité linguistique et culturelle, le choix de promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme, le choix d'appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche, le choix de coopérer au service du développement durable et de la solidarité.

Ce sont là de vastes chantiers, trop vastes diront certains, au regard de nos moyens. Je dirais plutôt que ce sont là des défis interdépendants.

La réalité est là pour nous convaincre que le développement durable est indissociable d'une politique ambitieuse d'éducation et de formation, que le développement est indissociable de la démocratie, des droits de l'Homme et de la paix.

Ce sont là aussi, malheureusement, des défis persistants.

Car la réalité est là pour nous convaincre que ces défis, inscrits pour la plupart au rang des objectifs pour le Développement du Millénaire, ne seront pas en mesure d'être relevés à l'aube de 2015, comme la Communauté internationale s'y était pourtant engagée. Cent ans - je dis bien cent ans - c'est le temps qu'il faudrait, au regard du volume actuel de l'aide, pour atteindre ces objectifs.

Nous ne prétendons pas nous substituer à l'ONU, à l'Union européenne, à la Banque mondiale ou au FMI. Nous prétendons, simplement, à travers des programmes ciblés, et grâce à cet atout irremplaçable que nous confère la langue française - langue d'enseignement, langue du droit dans nombre de nos pays, langue d'affinités électives - nous prétendons apporter notre pierre à cet édifice qui doit être l'affaire de tous et de chacun - des organisations internationales et régionales, des gouvernements, de la société civile - mais toujours dans un souci de complémentarité.

Nous prétendons, également, profiter de cette enceinte politique à nulle autre pareille, qui a su transcender les clivages économiques, politiques, culturels, pour soutenir l'attention, organiser la concertation, susciter la mobilisation de nos Etats et gouvernements, afin qu'ils puissent parler d'une voix unie dans les autres organisations dont ils sont membres et où se prennent des décisions, où se débloquent des moyens, où se conçoivent des stratégies.

La confiance, c'est celle que nous devons avoir, enfin, dans nos valeurs et nos convictions, ces valeurs que porte en elle-même la langue française, ces valeurs qui nous portent et que nous portons à travers le monde. Ces valeurs qui ont pour nom la démocratie, les droits de l'Homme, l'équité, la solidarité, le respect de la diversité. Ces valeurs qui nourrissent nos convictions dans un contexte géopolitique mondial d'ardente nécessité.

- L'ardente nécessité, tout d'abord, de réguler la mondialisation, mais aussi, en raison de notre interdépendance croissante, d'instaurer une gestion démocratique globale des problèmes qui engagent le devenir de toute la planète, des biens communs de l'humanité. Car penser que les Etats pourront relever isolément le défi de la protection

de l'environnement, de la maîtrise des flux migratoires, ou de la lutte contre le terrorisme international, pour ne citer que ceux-là, nous expose à grever lourdement le futur des jeunes générations.

- L'ardente nécessité, ensuite, de porter une égale attention à toutes les crises et à tous les conflits, mais aussi de mettre en commun et de partager l'information, le savoir, les progrès scientifiques et technologiques, les richesses. Car penser que les effets des crises et des conflits ne se feront pas sentir par-delà les frontières de ces zones lointaines, penser que les pandémies ne se propageront pas par-delà les frontières de ces zones contaminées, penser que la misère ne cherchera pas à s'exiler dans les eldorados voisins, c'est faire un pari aussi irréaliste que dangereux pour l'avenir.
- L'ardente nécessité, enfin, de reconnaître les cultures dans leur égale dignité, et d'organiser des échanges équilibrés entre elles. Car penser que l'on peut continuer à diaboliser les uns, à soupçonner les autres, à nous en remettre à des stéréotypes dangereux, nourris par l'ignorance ou l'arrogance, penser que l'on peut laisser à une hyper culture le soin de concevoir et de diffuser les transformations, les innovations, les normes et les valeurs du monde, c'est courir le risque de voir les autres cultures s'enfermer d'elles-mêmes sur elles-mêmes, dans un mouvement d'exclusion et de négation violente de toute coexistence, y compris à l'intérieur même des nations. C'est, surtout, faire courir un risque à la paix.

Tels sont les enjeux d'une gouvernance mondiale, tels sont les chemins qui permettront la réalisation d'une mondialisation maîtrisée, et par là-même d'une démocratie planétaire, solidaire, unie sur l'essentiel, mais respectueuse des différences.

Nos choix, nos actions, nos comportements, notre capacité à dialoguer ensemble, à travailler ensemble, à progresser ensemble, par-delà nos différences et nos disparités, par-delà les frontières et les océans, sont la preuve irréfutable que ce projet de société mondiale, n'est pas seulement de l'ordre du souhaitable. Il est de l'ordre du possible !

Alors ayons l'ambition de transformer en conscience, pour le plus grand nombre, l'expérience qui est la nôtre.

Ayons l'ambition d'assumer, sans complexes, ce que nous sommes, ce que nous faisons, ce à quoi nous aspirons. Nous avons su nous faire connaître et reconnaître des autres organisations internationales, des autres aires culturelles et linguistiques.

Ayons l'ambition, maintenant, de nous faire mieux connaître et reconnaître des populations de nos pays membres, de la jeunesse qui tient, entre ses mains, les clefs de notre avenir.

« Celui qui ne craint pas d'agir, disait Sophocle, ne craint pas de parler ». Alors parlons de notre engagement en Francophonie, de notre confiance en la Francophonie, de notre ambition pour la Francophonie. Un engagement, une confiance, une ambition dont je sais qu'ils trouveront encore à se ressourcer et à se régénérer, à Québec, lors de notre prochain Sommet.